



Mardi 25 février 2014

## **Je soutiens les propos d'Arnaud Montebourg sur la Commission européenne**

Le mardi 25 février dernier, le ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, a estimé que la direction générale de la concurrence de la Commission européenne « *devrait être démantelée d'urgence* ».

Critiquant la rigidité des directives de la Commission européenne qui « *applique le régime le plus sévère et le plus tatillon du monde* » à l'endroit des entreprises européennes tandis que les pays émergents autorisent des aides d'Etat massives pour financer leur renouveau industriel et technologique, Arnaud Montebourg a ainsi dénoncé un système pour le moins inéquitable. En outre, il a appelé le Conseil européen réunissant les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne à « *s'emparer de la question du taux de change pour donner un mandat à la Banque centrale européenne pour ramener l'euro à un niveau raisonnable* ».

Je me retrouve pleinement dans ses propos qui traduisent le décalage entre une Union européenne sclérosée dans la conduite de sa politique industrielle et une mondialisation dont l'absence de règles est exploitée par des Etats qui n'ont que faire du principe de réciprocité. Cette distorsion crée un déséquilibre dont les conséquences principales sont le déficit de notre commerce extérieur et une montée du chômage en France comme dans toute l'Union européenne. Cette situation est d'autant plus renforcée par la surévaluation de l'euro qui pèse sur notre balance commerciale en renchérissant nos exportations.

Face à la « religion de la concurrence » et au poids de la technostructure de Bruxelles, il est nécessaire de construire une Europe politique plus respectueuse du devenir de nos salariés et de nos industries. Dans le cas contraire, le risque est de faire de l'extrême-droite et de son idéologie nationaliste le seul porte-voix des victimes de la concurrence à l'échelle mondiale. Et cela, je ne m'y résous pas.